

29<sup>ste</sup> ZITTING.

ZITTING VAN VRIJDAG 6 MAART 1820. (1)

(GEOPEND TEN 1 URE.)

Uitgebragt verslag der Centrale Afdeeling 1°. op de wetsontwerpen nopens de grenscheidingen tusschen Gelderland, Holland en Utrecht; bepaling van den dag der beraadslaging; 2°. op het voorstel der heeren van Wickevoort Crommelin c. s.; bepaling van den dag der beraadslaging; — Verslagen uitgebragt door de Commissie voor de Verzoekschriften; — Ingekomen: boekwerk.

Voorzitter, de heer van Markel Bouwer.

Tegenwoordig, met den Voorzitter, 75 leden, te weten, de heeren:

Gendebien, A. G. Verheijen, Boeyé Pascal, Tinant, de Moreau de Bioul, Tack, Hennequin, Mesdach, Goelens, van Heyden Reynestein, Cornet de Grez, de Serret, Collard, Faber, Geelhand della Faille, van Wickevoort Crommelin, Maréchal, Reyphins, du Bus, Rosier, Serruys, van Spaen van Biljoen, Cuypers, de Leonaerds d'Achel, van Bommel, Meous, van Meeuwen, de le Vielleuze, Huyssen van Kattendyke, van Alphen, Clifford, Pesters van Cattenbroek, van Utenhove van Heemstede, Fabry Longrée, de Troije, Geradon, van den Hove, Sandberg van Essenburg, Lycklama à Nyevelt, van Aefferden, Duvelaer van de Spiegel, van Kessel, van Lochteren Stakebrand, Fontein Verschuier, van Randwijck van Rossem, van Heeckeren tot Kell, de Jonge, de Snellinck, van Toulon, van de Male de Nijs, Surmont de Volsberghe, Dedel, de Hemricourt de Ramioul, Tamminga van Alberda van Rensuma, Trentesaux, van Heerdt tot Eversberg, Voet van Winssen van Sevenhoven, van Lith de Jude, van Hogendorp, van Suchtelen tot de Haere, van Wassenaer Pancras, Groeninx van Zoelen van Ridderkerk, van Hees, van der Brugghen van Croy, Jarges, Collot d'Escury van Heinenoord, van de Poll, Metelerkamp, de Melotte d'Envoz, de Langhe, de Stockhem, Vilain XIII, de Moor, Duchastel en A. J. J. H. Verheijen.

De notulen van het verhandelde in de vorige zitting worden gelezen en goedgekeurd.

(1) Dit verslag is opgemaakt naar: 1°. *Officiële Notulen* van het verhandelde op dezen dag; 2°. *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 57; 3°. *Journal Général des Pays-Bas* n°. 526.

De Voorzitter berigt, dat de Centrale Afdeeling gereed is:

1°. met haar verslag betreffende de wetsontwerpen nopens de rectificatie der grensscheidingen tusschen Gelderland en Holland (Zuidelijk gedeelte, en tusschen Holland (Zuidelijk gedeelte) en Utrecht.

Van den inhoud van dit verslag wordt aan de Kamer mededeeling gedaan. (1)

Op voorstel des Voorzitters, wordt bepaald de beraadslaging over beide wetsontwerpen te voeren op Woensdag den 8sten Maart eerstkomende;

2°. met haar verslag wegens het door de heeren van Wickevoort Crommelin, de Melotte d'Envoz, Surmont de Volsberghe en de Jonge gedaan nader voorstel.

Van den inhoud van dat verslag wordt aan de Kamer voorlezing gedaan. (2)

Op voorstel des Voorzitters, wordt besloten de beraadslaging over dat voorstel te voeren op Woensdag 8 Maart aanstaande.

De Commissie voor de Verzoekschriften brengt de volgende verslagen uit: (3)

M. Surmont de Volsberghe, membre de la Commission:

I. Vous avez renvoyé à votre Commission des pétitions une requête de médecins des villes d'Arnhem, Wageningen et Elst, tendante à obtenir pour tous ceux, qui exercent la médecine, l'exemption du droit de patente.

C'est sur cette pétition que votre Commission a l'honneur de vous faire son rapport.

Les pétitionnaires, au nombre de huit, exposent, qu'ils se croient lésés par une disposition législative qui les frappe d'un impôt de patente, tandis que les professions, qui pourraient être comparées à la leur, en ont été exemptées. Obligés à des études longues et dispendieuses, ils n'obtiennent, disent-ils, la faculté d'exercer la médecine qu'après l'obtention d'un diplôme, et lorsqu'enfin ils sont admis par le collège médical, on leur impose une patente. Le ministre du culte, le jurisconsulte et l'homme de lettres, en sont exempts; cependant leurs études ne sont, ni plus difficiles, ni plus coûteuses; sous ce rapport le désavantage serait pour eux; et, sous le rapport de l'utilité publique, certes il n'est personne qui ne considère leur profession comme égale à toute autre.

Les pétitionnaires cherchent, quels peuvent avoir été les motifs du Gouvernement de frapper l'exercice de la médecine de préférence à toute autre profession scientifique. Ils ne sauraient les trouver dans les émoluments, que les médecins retirent de leurs malades. Le ministre du culte, et l'homme de lettres professeur, reçoit un traitement fixe. Il est assez connu que le jurisconsulte peut compter sur des honoraires suffisants; mais il n'en est pas ainsi du médecin. Appelé chaque jour par l'homme peu fortuné, ou par celui qui, déjà indigent, lutte contre la misère, le médecin consacre, et doit consacrer, contre cette partie de ses concitoyens, plus nombreuse qu'on ne le croit communément, des soins peu ou point récompensés; l'humanité et la charité lui défendent de refuser aux malheureux ses talents et ses soins, et souvent il succombe victime de l'épidémie qu'il s'efforce de combattre.

D'après ces considérations ne paraît-il pas que le médecin concourt plus que tout autre au bien-être général, et semble-t-il juste de lui refuser des avantages assurés à des professions plus lucratives?

Le § 2 de l'art. 3 de la loi du 21 Mars 1819 exempt de la patente, pour le montant de leur traitement, les officiers de santé attachés à l'armée, aux hôpitaux, etc.; mais, disent les pétitionnaires, outre que ces officiers ne sont pas tellement occupés de leurs fonctions, qu'ils n'exercent pas la médecine hors des hôpi-

(1) Zie *Bijlagen* onder n°. VIII, bl. 296.

(2) *Bijlagen*, n°. XII, bl. 355.

(3) Deze verslagen, in het Fransch uitgebragt, zijn overgenomen van de oorspronkelijke in het archief der Tweede Kamer voorhanden bescheiden. Zie den hoofdzakelijken inhoud ook medegedeeld in de *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 65; *Journal Général des Pays-Bas* n°. 533; *Gazette de Liège* n°. 70.

taux, et par conséquent, qu'ils sont passibles de la patente à cet égard, ne serait-il pas juste d'exempter le médecin qui soigne gratis le nécessaire, qui souvent est aussi pauvre que celui inscrit sur les rôles de bienfaisance?

Les pétitionnaires terminent en vous suppliant, Nobles et Puissants Seigneurs, de vouloir les exempter de la patente qui leur a été imposée par la loi du 21 Mai 1819.

Votre Commission a cru: que cette pétition est non-seulement importante pour les exposants; mais qu'elle l'est encore sous le rapport de l'ordre public, qui exige qu'on s'occupe de toute réclamation, tendante à une plus juste distribution des charges publiques ou à des exemptions méritées. En conséquence elle a l'honneur de vous proposer: le dépôt au greffe de la présente pétition.

Il serait possible que quelques membres de l'Assemblée, après l'avoir mûrement examinée, croient nécessaire d'en faire l'objet d'une proposition particulière, ou bien qu'elle vous devint utile, si le Gouvernement jugea convenable de vous présenter quelques changements relatifs à la loi sur les patentes.

Voilà, Nobles et Puissants Seigneurs, les motifs qui nous ont engagé à vous en proposer le dépôt au greffe.

II. Organe de votre Commission des pétitions, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport suivant.

Plusieurs habitants de la province de Groningue, savoir: *W. J. Wierda, M. Beuckema, B. Dijkhuis, J. P. Vork, H. H. Addinga et M. D. Teenstra*, ont l'honneur de vous exposer:

qu'ils se sont cru obligés de s'adresser à Vos Nobles Puissances en suite de la mise en vente publique d'une terre, nommée: *Tamminga Borg*, sise à Bellingerveerd, avec ses dépendances, ainsi qu'avec les juridictions, droit de chasse et de pêche, collations et autres droits seigneuriaux, pour autant qu'ils peuvent exister dans les communes de Winsum, Ulrum, Kloosterburen, Leens, Eenrum et Baflo, le tout conformément aux affiches imprimées, dd. 23 Août 1819.

Il est d'une importance majeure, disent les pétitionnaires, de savoir: si, en conséquence de la Loi fondamentale, de semblables droits peuvent encore faire l'objet de transactions entre particuliers, ou bien s'ils doivent être considérés hors de commerce, et comme étant incompatibles et contraires à l'ordre des choses actuel et au pacte social existant, principalement dans la province de Groningue et dans les Ommelanden, d'après la nature et le caractère particulier, que cette espèce de droits ont eu d'ancienneté dans ces provinces. La vente des juridictions est contraire à la Loi fondamentale, et par conséquent ne peut être permise, parce que cette Loi considère toute juridiction comme une émanation de la Souveraineté, et qu'elle déclare que dans tout le Royaume la justice est rendue au nom du Roi.

Ce serait abuser de vos précieux moments que de suivre les pétitionnaires dans tous les raisonnements de leur volumineuse requête, qui, par ses développements, ressemble plutôt à un commentaire sur des droits anciens qu'à une pétition ordinaire. Je me bornerai à dire que, dans cette partie de leur exposé, ils concluent en disant: qu'ils se persuadent que la plupart de ces droits, n'ayant plus d'existence légale, ils ne peuvent en conséquence des artt. 1128, 1131 et 1133 du Code Civil, plus être considérés comme des objets qui sont dans le commerce.

Ils entrent dans des détails très étendus sur les divers droits, dont les affiches annoncent la vente. Ici, Nobles et Puissants Seigneurs, votre Commission a cru devoir suivre les exposants, au moins sommairement. Ces droits consistent:

1°. en *juridictions* ou *vreedgerechten*, parmi lesquelles se trouvent: la grande et petite juridiction de la commune d'Ulrum, la juridiction de Hornhuysen, la moitié de celle de Winsum et Bellingerveerd (dont l'autre moitié appartient à la ville de Groningue), une partie de celle d'Obergum, et enfin une partie de celle de Kloosterburen. Les exposants avancent: que le droit de rendre la justice était originairement une charge attachée à la possession d'une certaine étendue de terre; que c'est par abus que ce droit est tombé entre les mains d'un petit nombre de personnes, à quels abus la Loi fondamentale a mis fin;

2°. en droit de *chasse* et de *pêche*. Les pétitionnaires soutiennent que ce prétendu droit ne s'est introduit que très tard dans les Ommelanden, et même qu'il est contraire à la constitution primitive de ces provinces. «La chasse et la pêche, que les seigneurs se considéraient seul en droit d'exercer, est, suivant nos anciennes coutumes, commune à tout individu né Frison», écrit *Ubbo Emmius*, il y a deux siècles. Il eût pu, disent les exposants, écrire la même chose beaucoup plus tard, puisque les choses en sont restées dans cet état jusqu'en 1748, et que, jusqu'à cette époque, aucun acte public n'y avait porté le moindre changement. Toutefois, sans scruter les causes qui ont pu motiver à adjoindre,

dans des temps très modernes les droits de chasse et de pêche à des juridictions et à des droits seigneuriaux, les pétitionnaires observeront: «que le droit de chasse n'a pu être placé dans cette catégorie que comme une suite du droit de juridiction, et le droit de pêche que comme une suite de la surveillance des chemins et des rivières. C'était comme un émolument pour ceux, qui étaient chargés de la juridiction, et il s'en suit que, la juridiction étant venu à cesser, les droits qui en dérivent doivent cesser également.» Ils appuient ces assertions par le règlement sur la chasse et la pêche de la province de Groningue de 1752, qui porte:

«Art. 4. que, dans les Ommelanden, nul ne pourra chasser à moins qu'il n'ait juridiction fixe ou ambulatoire, et que nul ne pourra chasser hors de sa juridiction.»

Art. 5 porte des dispositions contre l'abus, introduit depuis peu de temps, de séparer le droit de chasse du droit de juridiction.

Aux observations que je viens de vous citer, Nobles et Puissants Seigneurs, sont jointes encore d'autres observations sur les droits de chasse et pêche, ainsi que des raisonnements que votre Commission croit inutile de développer;

3°. en droit d'*échouage* et *sauvetage*, ou *strandregt*. Ce droit, de tout temps a été considéré dans les Ommelanden comme faisant partie du droit public. Les pétitionnaires citent livre V art. 52 du code, dit: *Ommelander landregt*; au moyen duquel ils croient pouvoir prouver, que jamais ce droit n'a pu appartenir à des particuliers, puisque cet article porte en substance: «que nul ne pourra s'approprier des objets échoués, sans se rendre coupable de vol; que ces objets seront conservés pendant trois ans, afin d'être rendus à leurs propriétaires; que les objets, sujets à détérioration, seront vendus en présence de témoins, et le montant des sommes remis entre les mains de la justice, afin d'en faire restitution à qui de droit.» Ils s'étendent longuement sur cette matière, et se plaignent de l'interprétation, donnée à des arrêtés de S. M. Ils disent, en terminant cet article; que, quoiqu'il paraisse certain que les droits d'échouage et de sauvetage doivent être considérés comme appartenant au droit public, ces droits n'en sont pas moins mis à l'encan, comme s'ils étaient des propriétés particulières;

4°. en *collations*. Les pétitionnaires ne se permettent aucune réflexion en tant qu'il a été disposé à ce sujet par S. M.: mais ils remontent à l'origine du *jus patronatus*, et se persuadent que de semblables droits, vû les circonstances et les lois actuelles, ne peuvent plus être des objets de commerce;

5°. en droits, dits: *scheppers-, dijk-, zijlregten*. *Scheppersregt* est un droit de nomination d'un ou de plusieurs membres d'une juridiction ou d'une administration. *Dijkregt*, le même droit relatif à la surveillance des digues. *Zijlregt* est le même droit à l'égard des écluses.

Les pétitionnaires consacrent une partie assez considérable de leur mémoire à ces objets. Leurs plaintes portent principalement sur ce que ces droits ne peuvent être distraits par vente, de la possession de la propriété du sol même; possession de laquelle ces droits même dérivent, suivant les principes de l'ancienne constitution des Ommelanden. C'était sur ces principes qu'était basé le droit qu'avait chaque propriétaire de prendre part à l'administration souverain du pays, de rendre à son tour la justice, d'avoir vote en ce qui regardait l'intérêt de l'église de la commune, enfin de faire partie des administrations établies pour la surveillance des digues, écluses, canaux et de tout ce qui y est relatif;

6°. en droit, dit: *vonderregt*; ce droit, disent les pétitionnaires, consiste dans la surveillance des sentiers. Elle a été réglée pour la province de Groningue par arrêté Royal du 7 Mai 1819, et ils s'étonnent de voir mettre à l'encan des objets de cette nature sur lesquels des arrêtés Royaux ont statué;

7°. en droits, dit: *overregten* ou *landregten*; ces droits semblent être d'une haute antiquité. On croit que ceux, qui les exerçaient, furent nommés, il y a bien des siècles: *freena* ou *schulte*; certaines juridictions leur étaient attribuées; ils étaient chefs de guerre et conduisaient la *landweer* au combat; plus tard il semble qu'on leur a attribué une juridiction de voisinage, et qu'ils prononçaient des jugements lorsque l'objet en contestation ne dépassait pas la valeur de 5 marcs.

C'est, en exposant en vente et en essayant de transporter d'anciens droits, qui tiennent à un ordre de choses qui n'existe plus depuis longues années, qu'on s'efforce de ramener les habitants du Royaume à des institutions mêmes antérieures au moyen-âge.

Les pétitionnaires se sont cru obligés, disent-ils, Nobles et Puissants Seigneurs, d'entrer dans des explications d'autant plus détaillées sur l'origine et la nature de ces divers droits et seigneuries dans les Ommelanden, qu'ils diffèrent davantage d'avec les objets qui portent le même nom dans d'autres provinces; mais, quel que



soit leur origine, et quel qu'ait été leur existence, ils croient que cette existence est incompatible avec la Loi fondamentale et contraire à l'ordre actuellement établi.

C'est cette idée que les exposants essayent de prouver, et développent par des allégués et des raisonnements dans lesquelles votre Commission n'a pas cru devoir les suivre. Elle vous dira seulement que, d'après les pétitionnaires, il n'a jamais existé de fiefs dans cette province; et que par conséquent le mot *seigneurie* ne peut y avoir la même acception que dans les provinces où la *féodalité* existait; que ces droits et charges étaient attachés à la richesse, à la possession de fonds, auquel chaque possesseur avait droit; ils soutiennent que, puisque la plupart de ces droits et charges font maintenant partie de l'administration générale du Royaume, ces objets ont péri entre les mains du dernier possesseur, et ont par conséquent cessé d'être des objets de commerce. Ils ne voyent, dans la conduite des vendeurs et dans certaines clauses des affiches, que le désir de se mettre à l'abri des poursuites que les acheteurs pourraient leur intenter, pour avoir vendu des objets de nulle valeur et périssables, et la volonté de soutenir des prétentions à des droits qu'on espère faire valoir un jour, quoique formellement abolies par les lois existantes et contraires à notre Loi fondamentale.

Persuadés que ces droits et seigneuries ne sont plus des objets de commerce, les pétitionnaires estiment qu'il ne serait pas nécessaire de porter une loi qui en défendit la vente. Néanmoins, pour prévenir les procès qui pourraient résulter de ventes de l'espèce dont il s'agit, ils désirent, qu'une décision législative quelconque déclarât formellement la nullité ou la légalité de semblables contrats. Habitants des communes, dans lesquelles ces droits s'exerçaient, et simples particuliers, les pétitionnaires n'ont pas osé prendre sur eux de présenter directement leurs respectueuses observations à Sa Majesté. Ils ont cru pouvoir les déposer dans le sein de la représentation nationale, afin que Vos Nobles Puissances les prennent en considération, si vous les croyez fondées et d'une importance telle que le maintien et l'exécution de la Loi fondamentale en dépendent en partie. Ils ajoutent, qu'ils osent espérer, Nobles et Puissants Seigneurs que vous prendrez telles mesures que vous jugerez à propos, afin de faire cesser l'objection,

faite par les adversaires des pétitionnaires, savoir: *que, au moyen de l'enregistrement des contrats, dans lesquels la vente de ces droits est mentionnée, l'Etat autorise les ventes de ces droits et les légitime.*

Les pétitionnaires terminent, en vous suppliant de faire, si vous le jugez convenable, une proposition à Sa Majesté, qu'elle daigne déclarer si la vente des droits et seigneuries, supprimés dans les Ommelanden, peuvent encore être considérés comme des objets de commerce.

Dans la pétition, dont nous avons eu l'honneur, Nobles et Puissants Seigneurs, de vous présenter l'analyse, votre Commission a vu deux objets différents:

1<sup>o</sup>. la question de savoir, si les droits et seigneuries dans les Ommelanden peuvent encore être un objet de commerce? A cet égard votre Commission pense, que cette question est toute entière du ressort des tribunaux, et que les lois existantes suffisent pour la décider;

2<sup>o</sup>. on y voit un mémoire curieux et instructif sur l'origine et la nature de divers droits et charges très anciens, établis dans une province éloignée, touchant lesquels plusieurs membres désireront sans doute de s'instruire plus amplement.

C'est pourquoi votre Commission a l'honneur de vous proposer de déposer cette pétition au greffe, à l'inspection de ceux d'entre Vos Nobles Puissances qui désireront en prendre lecture.

De Vergadering vereenigt zich met de bij deze verslagen voorgestelde conclusien.

De **Voorzitter** meldt, dat is ingekomen van wege de uitgevers, mr. J. Tersteeg en J. Belinfante, het »Register der *Nederlandsche Staatscourant*, VII. 1."

Dit stuk, van welks inzending in de notulen van het gebeurde op heden melding zal worden gemaakt, zal geplaatst worden in de boekerij der Kamer.

De Kamer gaat daarop uit één.